



Coordination Française

Marche Mondiale des Femmes

Contre les Violences et la Pauvreté

Contre Sommet Migrations du 18 et 19 Octobre 2008

Au cours des dernières décennies, les femmes ont été le moteur principal des migrations. En 2005, il y avait un peu plus de femmes immigrées que d'hommes partout dans le monde sauf en Asie et en Afrique.

Contrairement aux idées reçues, le migrant d'aujourd'hui est une migrante, femme jeune, seule, dont la motivation principale est la recherche d'un travail et qui, dans le pays d'accueil, est employée de maison ou infirmière, alors qu'elle a souvent des qualifications supérieures. Ces migrantes prennent soin de nous et de notre santé. Notre société ne saurait se passer d'elles.

Cependant, nombre d'entre elles, à cause des politiques restrictives d'immigration des pays riches, sont obligées de se tourner vers les filières d'immigration clandestines. Ce qui les rend plus vulnérables aux pires formes d'abus : la traite, le trafic, le travail forcé, la prostitution et l'esclavage qui ont connu un développement extraordinaire ces dix dernières années.

Et pourtant d'après l'Organisation Internationale des Migrations, la migration contribue à l'émancipation des femmes qui gagnent en autonomie et en pouvoir décisionnel et leur permet de soutenir financièrement la famille et la communauté restée au pays.

C'est pourquoi même si ces femmes subissent de nombreuses discriminations contre lesquelles nous devons lutter avec elles, elles sont avant tout des actrices majeures des luttes en cours pour les droits des migrant-es, des luttes pour le développement et la solidarité internationale. Ce sont des citoyennes qui réclament leurs droits mais qui seront les premières touchées par la politique migratoire européenne actuelle, prototype du nivellement par le bas des politiques sociales.

Après la création (2004) et le renforcement (Juin 2008) de l'agence Frontex (Frontières Européennes extérieures), l'adoption de la "Directive retour" (Juin 2008), voici le Pacte européen sur l'immigration et l'asile, de plus en plus répressif.

Sous prétexte de protéger l'Europe, ce Pacte veut augmenter les contrôles et les obstacles à l'entrée, et lier le refus d'un pays au refus global, enfermer jusqu'à 18 mois les sans-papiers dans des camps pour mieux les expulser, leur interdire tout le territoire européen pendant 5 ans, instituer l'"immigration choisie" qui pille les cerveaux et la main d'œuvre du Sud et de l'Est.

De telles politiques ne feront que créer encore plus de clandestin-es à la merci des réseaux de traite et de trafic des êtres humains, en majorité des femmes. Par ce Pacte, l'Europe nie les droits fondamentaux de ces femmes, de ces hommes, et même de ces enfants qui nous apportent leur dynamisme, leur jeunesse et leur force de travail.

Dans cette Europe où circulent librement les capitaux, ne pourront entrer légalement que les migrant-es d'un pays tiers susceptibles d'apporter une main d'œuvre peu chère, flexible et qualifiée aux entreprises non délocalisables européennes.

Au lieu d'une réelle politique de partenariat et de solidarité avec les pays du Sud, l'Union Européenne réveille les vieux réflexes de peur, d'égoïsme et de xénophobie. Les migrant-es des pays-tiers ne seront plus que des outils au service de notre économie.

Dans le contexte actuel de crises financières, sociales, économiques, écologiques, énergétiques, alimentaires mondiales, fermer nos frontières aux victimes de ces crises, que nous avons largement contribué à engendrer, est non seulement d'une grande irresponsabilité, d'une intolérable inhumanité mais aussi, à terme, improductif et dangereux.

Déconstruisons les discours dominants sur les migrations et replaçons au centre des préoccupations de l'Europe sociale les droits humains avec une attention toute particulière pour les droits des femmes.

**Une autre Europe est possible, sociale, ouverte, solidaire,
à l'opposé de celle que nous propose Mrs Hortefeux et Sarkozy.**